

Interview de Nicolas SARKOZY : «La défense est une priorité absolue».

Date : 08/05/16.

Diffusé par : ASAF (www.asafrance.fr)

Source : Le Figaro.

Nicolas SARKOZY : «La défense est une priorité absolue».

L'ancien chef de l'État estime que dans la situation d'urgence sécuritaire actuelle, il faudra augmenter les dépenses militaires de 32 milliards d'euros durant le prochain quinquennat.

Dans un entretien au *Figaro*, le président des Républicains détaille ses propositions en matière de défense et plaide pour un nouveau traité européen.

LE FIGARO. - Dans un contexte sécuritaire dégradé, placez-vous la défense en tête des priorités?

Nicolas SARKOZY. - La France est en état d'urgence à l'intérieur et en guerre à l'extérieur. Baisser la garde n'aurait aucun sens. Nous devons faire un effort sans précédent pour préserver la sécurité des Français à l'intérieur et défendre nos intérêts à l'extérieur. La défense est une priorité absolue. Il s'agit d'un effort de grande ampleur et de long terme. Je souhaite que les forces de sécurité au sens large soient exonérées de toutes les réductions d'effectifs que nous avons prévues pour toutes les autres administrations sans exception.

Parmi les efforts financiers qui s'annoncent figure la modernisation de la dissuasion nucléaire. Y êtes-vous favorable?

Je n'accepterai jamais que la France renonce à la dissuasion nucléaire sous ses deux composantes, sous-marine et aéroportée. Elle est au fondement de notre indépendance nationale, héritée du général de Gaulle. Elle est consubstantielle à notre siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Ceci nous imposera de consacrer 2 milliards d'euros supplémentaires chaque année à partir de 2021 pour moderniser la chaîne de la dissuasion. C'est un choix stratégique sur lequel je ne transigerai pas.

Vous engagez-vous à augmenter le budget de la défense?

Nos armées sont en situation d'embolie financière gravissime. Je n'ai jamais vu un quinquennat aussi erratique dans le financement de la défense - marche arrière, avec trois années de baisses d'effectifs, puis marche avant. Tout ce temps perdu pour aboutir en 2019 au format d'armée que nous avons prévu en 2009, soit 268 000 personnes. Je souhaite instaurer une revue stratégique dès l'été 2017 pour prendre des engagements que nous serons capables de tenir durant un quinquennat. Le temps n'est plus aux «livres blancs» et aux lois de programmation militaire sur vingt ans qui sont en général remises en cause par le gouvernement suivant. Aujourd'hui, nos armées sont suremployées et les financements ne sont pas au rendez-vous. Le milliard annoncé

pour remettre les matériels en condition opérationnelle n'est pas là, les opérations extérieures (Opex) ne sont pas financées, les reports de charge s'accumulent et personne ne sait comment on va financer les maintiens d'effectifs. Il vaudrait mieux réserver l'effort pour la sécurité des Français plutôt que de multiplier en quelques semaines les milliards de dépenses de façon irresponsable...

L'objectif est-il de consacrer 2 % du budget à la défense comme le demande l'Otan ?

Le budget est actuellement de 32 milliards d'euros. Pour la première fois depuis 1945, la France dispose d'un budget de la défense inférieur à celui de l'Allemagne (34 milliards). Quel symbole! Cela en dit long sur la perte d'influence de la France, sur les ambitions allemandes et le manque d'ambition français. Un effort sans précédent pour le budget de la défense est donc indispensable. Nous prévoyons de le porter à 1,85 % du PIB, contre 1,5 % aujourd'hui, soit 35 milliards d'euros en 2018 et 41 milliards en 2022. Cela représente près de 32 milliards d'euros cumulés supplémentaires sur l'ensemble du prochain quinquennat. Notre objectif est d'atteindre les 2 % du PIB en 2025.

Songez-vous à rétablir une forme de service militaire?

Il faut à toute force maintenir le lien entre l'armée et la nation. Je souhaite l'extension du service militaire adapté qui existe déjà en outre-mer. Chaque année, il y a 100.000 jeunes qui «décrochent» et disparaissent du radar de l'Éducation nationale. Mon idée est la suivante: le jour de leurs 18 ans, ceux qui n'ont pas d'emploi ou qui ne suivent pas de formation devront effectuer un service militaire adapté obligatoire d'un an. Ils pourront apprendre les règles de vie en commun, éventuellement passer leur permis de conduire, apprendre une langue. Ce service militaire sera encadré par l'armée, sur le modèle de ce qui se fait outre-mer et qui fonctionne très bien. Cinquante mille à soixante mille jeunes pourraient être concernés pour un coût que j'évalue à 400 millions. Ce budget sera prélevé sur celui de l'Éducation nationale et non de la Défense.

L'armée doit-elle intervenir sur le territoire national comme elle le fait actuellement dans le cadre de l'opération «Sentinelle»?

Je veux dire mes interrogations et mes réserves. L'armée n'a pas à faire la tâche de la gendarmerie et de la police. Ces soldats sont formés pour faire usage de leurs armes sur un théâtre de guerre, pas dans le cadre d'opérations de police, même lorsqu'il s'agit d'attentats. Certes, «Sentinelle» n'a pas présenté que des désavantages, en rassurant la population et en permettant à l'armée de préserver ses effectifs. Mais à terme, l'armée doit intervenir sur les théâtres extérieurs, la police et la gendarmerie sur le théâtre intérieur. En cas de problème d'effectifs, il faut activer prioritairement la réserve des policiers et des gendarmes, dont c'est le métier.

Les armées françaises peuvent-elles continuer à se déployer en opérations tous azimuts?

Il faut revoir le format des Opex. Nos forces militaires doivent intervenir pour protéger nos concitoyens à l'étranger et défendre nos intérêts stratégiques, elles n'ont pas vocation à être des forces d'occupation ou des forces de police à l'extérieur, comme c'est trop souvent le cas. En Centrafrique, nous ne devons pas intervenir plus de quelques mois. Je m'étonne de l'incapacité du pouvoir actuel de mobiliser une coalition autour des forces françaises au Mali. Nous sommes quasiment seuls au Sahel pour tenir avec 3 000 hommes un territoire vaste comme trois fois la

France. Combien de temps va-t-on rester? Je souhaite des Opex redéfinies dans leurs missions et menées avec des alliés - comme je l'ai fait en Libye, en 2011, sous mandat international.

Faudrait-il exclure certaines dépenses militaires du calcul du déficit?

Je ne crois pas à cette possibilité. Aucun de nos partenaires ne l'acceptera et, de plus, le raisonnement est dangereux. En revanche, lorsque les intérêts de l'Europe sont en jeu, comme c'est le cas en Syrie, il serait normal d'obtenir une participation financière de l'Europe.

Plusieurs hauts gradés ont fait polémique en prenant la parole publiquement. Qu'en pensez-vous?

Le général Bertrand Soubelet a dit la vérité sur la montée des violences dans notre pays. Il a fait ses déclarations à la suite d'une audition devant une commission parlementaire. Attendait-on qu'il mente à la représentation nationale? Il a dit la vérité, celle d'une politique pénale menée en dépit du bon sens par une garde des Sceaux, Mme Taubira, qui n'avait pris à aucun moment la mesure de sa fonction. Les réactions de sa hiérarchie politique ont été déplacées. J'aurais préféré qu'il ne soit pas obligé de publier un livre. Mais entre le déni de la réalité et la vérité dite par le général Soubelet, je suis aux côtés de ceux qui disent la vérité.

Ce lundi marque la Journée de l'Europe: qu'est-ce qui ne marche plus dans l'Union européenne?

Au point où nous en sommes, il faut un nouveau traité, un traité de refondation. C'est la proposition que la France devra mettre sur la table dès le début de l'alternance. Et cela quelle que soit l'issue du référendum sur le Brexit. Si le Royaume-Uni sort de l'Union, ce sera une catastrophe pour eux et pour nous, annonçant une période de grande incertitude économique et politique. Sinon, ce sera évidemment une très bonne nouvelle, mais une véritable refondation de l'Europe n'en restera pas moins nécessaire.

En quoi consisterait ce nouveau traité?

Il devra changer deux choses prioritairement: les compétences des institutions communautaires et leur fonctionnement. Il existe en réalité deux Europe qui n'ont plus besoin des mêmes politiques. Dans l'organisation de la zone euro, il faut aller jusqu'au bout de l'intégration: je proposerai la création d'un Fonds monétaire européen et d'un secrétaire général du gouvernement économique qui agisse comme un véritable directeur du Trésor. Le FMI n'a pas de légitimité pour s'occuper des affaires de l'UE, compte tenu notamment du poids qu'y ont les États-Unis. La légitimité du gouvernement économique de la zone euro devra reposer sur l'union de la France et de l'Allemagne, car nous représentons 50 % de son PIB.

Quid des autres ?

S'agissant de l'Europe à 28, il faut revoir complètement la répartition des compétences entre les États et l'Union. L'Europe s'occupe de beaucoup trop de choses. Il faut notamment en finir avec les excès de la Commission sur les «actes délégués». L'Europe doit recentrer ses compétences sur pas plus d'une dizaine de politiques communes prioritaires. Notamment, le droit de la concurrence européen doit être complètement revu. La Commission européenne ne peut pas constituer tout à la fois un exécutif, un législatif et un tribunal. L'Europe doit à nouveau être comprise des Européens.

La crise migratoire a montré la vulnérabilité de l'UE à son environnement: approuvez-vous l'accord passé avec la Turquie?

C'est une humiliation pour l'Europe de se laisser manipuler par les autorités turques. La levée de l'obligation de visas est une folie dans le contexte sécuritaire et migratoire que nous connaissons. Il est normal d'aider la Turquie qui compte plusieurs millions de réfugiés chez elle, mais est-on sûr que les 6 milliards d'euros promis à Ankara ne pourraient pas être mieux utilisés ailleurs? Et l'UE ouvre de nouveaux chapitres de négociation en vue de l'adhésion d'un État qui ne figure même pas sur la liste des pays sûrs au titre de l'asile! A-t-on vu plus grande incohérence? Ajoutez-y que Mme Merkel a négocié seule, directement avec le président Erdogan et que, lors de la dernière visite en Europe du président Obama, il s'est rendu en Allemagne et au Royaume-Uni en ignorant la France... Où était François Hollande pendant ce temps? À une réunion de «Hé oh la gauche!»?

Êtes-vous favorable au développement d'une défense européenne?

Une défense européenne intégrée est une fausse bonne idée, contraire au principe d'indépendance nationale. Faut-il mettre le feu nucléaire français sous l'autorité des Vingt-Huit? On serait rayés de la carte avant d'avoir convoqué les chefs d'État et de gouvernement. Vous n'avez pas vu une coalition européenne et vous n'en verrez jamais. On ne délègue pas sa sécurité, c'est la base: si on n'est pas capable de se battre pour se défendre, on ne va pas demander aux autres de le faire pour soi.

Mais les Européens ne devraient-ils pas coopérer davantage pour leur sécurité?

Bien sûr. Je crois à la coopération. C'est une nécessité de mutualiser le renseignement, d'avoir des satellites de surveillance financés par des fonds européens. Sur une base bilatérale, nous pourrions répondre à la question du deuxième porte-avions en Manche et en Méditerranée... Mais l'idée que notre effort de défense doive être pris en charge par l'Europe est une idée qui ne verra jamais le jour.

Donald Trump dit que l'Europe doit contribuer davantage à sa propre sécurité. Un président Trump serait-il bon pour l'Europe?

Je conseillerai aux prévisionnistes une grande modestie, chez nous comme ailleurs. Nous devons travailler avec le président américain choisi par les Américains. N'ayons pas l'arrogance d'indiquer nos préférences, même si chacun connaît ma proximité ancienne avec Mme Clinton. Quant à M. Trump, on ne peut pas dire que je me reconnaisse dans un certain nombre de ses formules outrancières. Je suis un ami des États-Unis. Mais on n'est pas ami avec les États-Unis parce qu'on aime son président.

Propos recueillis par Alain BARLUET, Paul-Henri Du LIMBERT et Philippe GELIE.

Avis de l'ASAF

1- L'objectif de porter la part du budget de la Défense à 2% du PIB était déjà affiché par le candidat Nicolas Sarkozy en 2007. Il n'a jamais été atteint ni par lui ni par son successeur puisqu'on est aujourd'hui à 1,5% du PIB (hors pensions). Ce pourcentage à horizon 2025 n'est pas à la hauteur des ambitions affichées ni en cohérence avec l'état actuel de paupérisation de notre armée, de son emploi intensif dans les opérations et de l'indispensable préparation de nos forces pour le futur.

Rappelons-nous que si la France peut exporter aujourd'hui ses avions *Rafale* et des sous-marins du type *Barracuda*, elle le doit naturellement à ses industriels (ingénieurs et ouvriers), mais aussi à ses militaires qui en ont démontré les remarquables capacités opérationnelles et enfin aux investissements qui ont été faits par la Défense dans les années 1980- 1990, époque où la part du PIB consacrée aux armées se situait entre 2 et 3% du PIB (à comparer au 1,5% actuel).

2- Concernant les opex, il paraît illusoire de croire que nos interventions militaires, notamment en Afrique, peuvent être brèves. Elles s'inscrivent nécessairement dans la durée et dans le cadre d'une véritable politique africaine de très long terme (partenariat stratégique) dont l'objectif doit être le développement qui seul peut garantir durablement la stabilité politique et migratoire de ces pays particulièrement fragiles.

A ce égard, il n'y a pas de solution durable en République Centrafricaine sans que parallèlement aux opérations militaires soit conduite de manière coordonnée et cohérente, une politique de développement économique et social.